

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

contre-courant

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Numéro spécial pour la fête de l'Humanité - Les 13, 14 et 15 septembre 2002

DANS CE NUMERO:

- ? [*Petit inventaire des crimes de l'Etat d'Allah en Iran*](#)
 - ? [*Liberté sans condition pour Nasser ZARAFCHAN*](#)
 - ? [*La République islamique achète des armes à Israël*](#)
 - ? [*La crise en Iran est beaucoup plus profonde que les "réformateurs" ne pensent*](#)
-

Petit inventaire des crimes de l'Etat d'Allah en Iran

Quatorze ans après le massacre des prisonniers politiques en été 1988 au cours duquel plusieurs milliers d'entre elles et eux ont été sommairement exécutés par le régime de la République islamique en Iran, les sauvageries et barbaries de l'Etat d'Allah continuent plus que jamais.

Les pelotons d'exécution et les pendaisons en public existent toujours. Chaque jour, des personnes sont exécutées pour des raisons politiques ou autres. La lapidation est un châtement islamique tuant les individus avec beaucoup de souffrances. Sous le "réformateur" Khatami, président de la République islamique depuis août 1997, plus de 20 personnes ont été exécutées par la lapidation. L'article 116 du code pénal de la République islamique stipule ainsi: "les pierres utilisées dans la lapidation ne doivent être ni trop grandes pour tuer l'adultérin (e) au premier ou second coup, ni trop aussi petites qu'un caillou." Mais à part les pendaisons et lapidations en public, les tortionnaires islamiques vénèrent particulièrement la mutilation des mains et pieds de certains condamnés ou l'arrachement d'yeux. Les commis d'Allah et exécutants de sa colère flagellent les jeunes et moins jeunes dans les rues pour que les autres voient l'application de la charia. Les opposants politiques sont enlevés puis assassinés ou mutilés chez eux. Quiconque proteste ces faits, est poursuivi à son tour, menacé de mort, emprisonnés ou fouetté. L'avocat combattant, Nasser ZARAFCHAN, est actuellement emprisonné et condamné aux coups de fouet pour avoir osé défendre les familles des opposants dont les agents du ministère du renseignement ont assassinés en automne 1998. L'ouvrier, l'étudiant, l'instituteur, les femmes et hommes qui descendent dans les rues pour protester sont arrêtés et envoyés dans les geôles. Les shows télévisés à l'islamique où des opposants politiques viennent "avouer" sont toujours monnaie courante. Il n'y a pas de différence entre la République islamique d'hier et d'aujourd'hui, d'il y a 24 ans, 14 ans ou maintenant. Que le guide suprême soit Khomeiny ou Khamenei; que le président de la République soit Hachemi - Rafsandjani ou Khatami; que le chef du pouvoir judiciaire soit

Yazdi ou Chahroudi et que le président de l'Assemblée islamique soit Nategh - Nouri ou Karroubi, le régime n'échappe pas à ses règles. Car la barbarie, les massacres, la torture, les pendaisons, l'emprisonnement, la lapidation et la mutilation est dans la nature d'un régime qui a combiné l'Etat d'avec la religion. Cet Etat-là défend en même temps le capital et la religion et commet toute sorte de crimes pour les sauvegarder.

Le massacre des prisonniers politiques en été 1988 est parmi les crimes contre l'humanité que le régime de la République islamique a commis. En août et septembre 1988, plusieurs milliers de prisonniers politiques ont été exécutés après des soi-disant jugements qui n'ont duré que 5 minutes. Nombreux sont des soi-disant tribunaux présidés par des juges comme Khalkhali, nombreux sont les assassinats des dirigeants comme ceux de notre Organisation ou ceux des ouvriers communistes, entre autres notre camarade Jahanguir GHALEH - MIANDOABI. Nombreux sont des tueries des peuples kurde, turkmène ou arabe vivant en Iran. Que dire de la contre-révolution culturelle au cours de laquelle des dizaines d'étudiants ont été tués ou expulsés des universités? Que dire de la vague d'exécutions de 1981? Que dire de l'exécution de notre camarade poète Saïd SOLTANPOUR? Que dire de l'assassinat des dirigeants de notre Organisation, de ceux de l'Organisation de lutte pour la libération de la classe ouvrière, de ceux de la Voie ouvrière et de tous les autres. Que dire de l'assassinat des militants politiques iraniens à l'étranger. Que dire de l'attaque du régime contre le campus de Téhéran? Que dire de la répression de tous les jours du mouvement ouvrier, des femmes et des jeunes? Tout cela est une petite liste des crimes et sauvageries de l'Etat d'Allah en Iran. Les catastrophes dont l'Etat islamique est responsable ne se limitent pas au domaine politique. Des millions d'ouvriers et de travailleurs, de femmes et d'hommes survivent dans la misère et la pauvreté. Alors que dire des milliers de gens parmi les masses laborieuses d'Iran qui souffrent et meurent chaque jour à cause des politiques de l'Etat islamique pour la sauvegarde de l'ordre économique - politique capitaliste?

Qui est le responsable de la mort des êtres humains de la pauvreté et de la famine, si ce n'est pas la République islamique? Qui est le responsable des gens morts et trouvés chaque jour dans les coins de rues qui étaient tombés dans la toxicomanie, si ce n'est pas la République islamique? Comment peut-on ne pas mettre sur la liste des crimes islamiques, la mort des ouvriers chômeurs ou jeunes qui n'ont plus aucune perspective? Comment peut-on ne pas prendre pour responsable la République islamique de la dégradation physique et psychologique des milliers de femmes devenues prostituées à cause de la paupérisation aggravée? Comment ne pas penser aux enfants de rue plus nombreux que jamais? Toutes ces catastrophes sont aussi sur la liste noire des crimes de l'Etat islamique contre les masses travailleuses d'Iran. Mais le réquisitoire des ouvriers et des travailleurs d'Iran contre l'Etat islamique et l'ordre capitaliste sera beaucoup plus important que les points précités. Ce ne sera pas seulement un réquisitoire contre l'Etat religieux et l'appareil clérical, mais aussi contre le capital et les capitalistes, ces derniers qui remplissent leur poche en surexploitant les ouvriers et travailleurs et avec le soutien de l'Etat de Dieu. Ce sont bien les capitalistes et leurs représentants qui voudraient cacher tous les crimes et sauvageries de l'Etat islamique, depuis un quart de siècle, en parlant de réformes. Ils veulent en fait tromper les gens. Ce sont aussi les associés internationaux des capitalistes et les monopoles qui font de l'intox en disant que la situation des droits humains s'est améliorée en Iran. Ce sont eux qui se pressent d'aider politiquement, économiquement et diplomatiquement la République islamique afin de pouvoir piller les richesses créées par le travail des masses laborieuses d'Iran. Ce sont bien eux les complices des crimes de l'Etat islamique. Ils recevront la monnaie de leur pièce quand les ouvriers et travailleurs d'Iran auront envoyé l'Etat islamique dans la poubelle de l'histoire. Aucune réponse ne sera plus adéquate que celle de détruire l'ordre économique - social actuel et de construire sur ses décombres, un ordre supérieur, c'est-à-dire l'ordre socialiste. C'est

l'objectif des milliers d'êtres humains qui ont perdu leur vie sous le régime de la République islamique.

Liberté sans condition pour Nasser ZARAFCHAN

Nasser ZARAFCHAN est un militant actif de l'Association des Ecrivains d'Iran. Il est membre du Comité pour la vérité sur les assassinats en chaîne. Il représente, en tant qu'avocat, les familles de Djafar POUYANDEH et de Mohammad MOKHTARI, deux autres membres de l'Association des Ecrivains d'Iran, enlevés et assassinés lâchement par les agents du ministère du renseignement (police politique) de la République islamique en automne 1998. ZARAFCHAN a été arrêté et emprisonné le 7 août 2002.

Le régime de la République islamique accuse faussement ZARAFCHAN de port illégal d'armes et de publication des secrets judiciaires. Mais la vraie "faute" de ZARAFCHAN est celle de défendre les victimes des assassinats en chaînes. La justice islamique l'a condamné à 5 ans de prison et 50 coups de fouet.

Tout (e) épris (e) de libertés condamne la décision du régime de la République islamique qui ne pense qu'à plus de répression et de tyrannie. L'Organisation des Fedayin (Minorité) condamne le verdict de la justice islamique contre l'avocat courageux des familles des victimes des assassinats en chaîne. Notre Organisation exige l'annulation immédiate de ce verdict et la libération sans condition de Nasser ZARAFCHAN.

La République islamique achète des armes à Israël

La diplomatie secrète fait partie intégrante des politiques étrangères des Etats capitalistes. Ils en ont besoin pour cacher leurs tractations douteuses contraires aux intérêts des masses laborieuses. Tout le monde sait que même dans les pays capitalistes les plus développés, où un soi-disant ordre politique parlementaire existe, les documents secrets des ministères des affaires étrangères sont publiés après 25 ans, voire un demi siècle plus tard. Il y en a qui ne sont jamais dévoilés. La diplomatie secrète existe dans sa forme la plus malhonnête dans les pays où une dictature ouverte règne, où les gens sont complètement privés des libertés politiques.

La République islamique est un régime type de ce genre d'Etat. Il n'y a même pas une façade, courante dans d'autres pays, tout se passe derrière les rideaux. La diplomatie y est entièrement secrète. Les gens ne sont tenus au courant d'aucun pacte du régime avec les autres Etats. En République islamique, même les députés de l'Assemblée réactionnaire, pourtant bien passés par les filtres pour être sûr qu'ils défendent corps et âme liés le régime, ne sont pas mis au courant de certains contrats de l'Etat avec les monopoles internationaux. Il n'était donc pas étonnant, lorsqu'il y a peu de temps, certains députés de l'Assemblée de la réaction islamique se sont dits non - informés de ces contrats. Ils l'ont déclaré à un moment de l'aggravation des contradictions inter - factionnelles.

De la même manière, personne ne s'est étonné quand le gouvernement allemand a publié l'information sur la confiscation d'un bateau qui transportait des équipements militaires israéliens pour la République islamique en Iran. Deux conteneurs remplis d'équipements de blindés ont ainsi été renvoyés en Israël. C'est l'un des centaines de contrats secrets de la République islamique avec les autres Etats et monopoles internationaux qui s'est dénoncé ainsi. Il y en a eu d'autres qui ont été dénoncés par le passé. Bien sûr, les dirigeants du régime et son ministère des affaires étrangères ont démenti la nouvelle d'achat d'armes à Israël. Hachemi - Rafsandjani, ex-président de la République islamique et l'actuel président du Conseil de discernement a dit que cette information est propagée par les ennemis qui "veulent noircir le visage de la République islamique dans l'opinion publique du monde musulman". Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a dit: "La République islamique d'Iran n'a aucune relation avec le régime sioniste." Mais tout le monde sait qu'ils mentent tous. Ce n'est pas le premier contrat de la République islamique avec l'Etat et les capitalistes israéliens. Le ministère des affaires étrangères de la République islamique insiste sur le fait qu'il n'y a aucune relation entre les deux Etats. Mais primo, il n'est pas nécessaire que les deux pays aient des relations politiques pour signer des contrats commerciaux et secundo, les mêmes relations existent indirectement lorsque des pays n'ont pas de relations diplomatiques.

La République islamique a besoin d'armes et de pièces détachées militaires dont elle est incapable de fabriquer en Iran. Elle ne peut pas les acheter aux Russes et Chinois, alors elle les procure auprès des Américains et Israéliens. Pour cela, il n'est guère obligatoire que la République islamique ait des contacts avec Bush ou Sharon ou bien leurs ministères des affaires étrangères. Les achats de ce genre se font par l'intermédiaire des capitalistes des deux pays ou bien ceux des autres pays. En plus, la République islamique achète ses armes plus chères dans ce cas-là.

Mais en tout cas, les Etats américain et israélien savent bien ce qu'il faut vendre à la République islamique et ne laissent pas cette dernière acquérir ce qu'il ne faut pas à leurs yeux. Le problème n'est pas de savoir si par exemple Sharon était au courant des ventes d'équipements militaires du capitaliste israélien. Non seulement Sharon, mais aussi les appareils du renseignement et militaire israéliens étaient au courant des convois en partance apparemment pour la Thaïlande mais en réalité pour la République islamique.

Les deux régimes réactionnaires israélien et islamique sont au courant de ce qui passe et leur démenti ne change rien à la réalité. C'est bien de la diplomatie secrète.

La crise en Iran est beaucoup plus profonde que les "réformateurs" ne pensent

Le Front de la participation de l'Iran islamique (FPI) est le principal groupe politique qui soutient Khatami. Il a été fondé avec des prétentions de réformer et de démocratiser la République islamique. Il a publié au mois d'août la déclaration finale de son 3ème congrès. Il y a clairement accepté l'échec des réformes en menaçant la faction adverse de quitter le pouvoir.

En signalant les différentes crises dont la République islamique affronte, la déclaration met en garde tous les dirigeants et responsables du régime des "conséquences imprévisibles" qu'elles entraîneraient et d'une "situation incontournable".

La déclaration énumère les crises et dit: "La première crise et peut-être la plus importante est celle de la légitimité ou bien de la crédibilité. Elle est la source de plusieurs autres crises. Cette crise revêt des formes différentes, entre autres la crédibilité des responsables, le gouffre juridique de l'acceptation des lois, la possibilité d'occuper justement les postes d'Etat, le problème de la justice et de la liberté etc." La déclaration rappelle des statistiques officielles et en tire une conclusion ainsi: "Lorsque l'alternance des élites du pouvoir s'arrête et la caste du pouvoir se partage entre environ 2000 individus, souvent attachés par des liens de parenté, le gouffre précité ne cesse de s'élargir."

L'importance politique de cette partie de la déclaration finale du 3ème congrès du FPI est que le principal groupe de la classe dirigeante qui occupe les pouvoirs législatif et exécutif avoue ouvertement que le régime de la République islamique n'est plus crédible auprès des gens et qu'il est en faillite politique. Sinon la crise de la "légitimité" ou de la "crédibilité" veut-elle dire autre chose? Mais la crise de la légitimité n'est pas la principale crise du régime. Par conséquent sa solution ne résout rien pour sauver le régime de la crise politique dans laquelle elle s'engouffre. La crise principale est beaucoup plus importante que la crise de la légitimité. La crise de la légitimité est une partie d'une crise plus générale qui est la crise politique et qui couvre maintenant tous les piliers du régime. S'agissant de la crise politique, le problème ne se résume pas à savoir si le régime de la République islamique est crédible auprès des gens ou si leur vote appuie le pouvoir en place. Il ne s'agit pas de savoir non plus si la caste du pouvoir comprend 2000 ou 10000 personnes. Les régimes sans aucune légitimité politique et crédibilité, au pouvoir par la force des baïonnettes, étaient et sont nombreux dans le monde. Il y en a même qui ne rencontrent aucune crise sérieuse, bien qu'ils soient mis en question à des moments historiques précis par les masses populaires. L'histoire contemporaine de l'Iran est face à nous. Avec quelle légitimité le père du chah a régné 20 ans? Sa légitimité était son fusil. N'est-il pas vrai que son fils a régné encore un quart de siècle après un coup d'Etat américano - anglais le 19 août 1953? Mais les gens ont commencé à mettre en question sa légitimité au début des années 1970. Il est alors entré dans une crise profonde qui a abouti à son renversement en 1979. La République islamique est un autre exemple. Il a eu sa première crise politique grave en 1980 - 1981. Elle avait des causes bien précises. Les masses populaires avaient fait une révolution contre le régime du chah, parce qu'elles subissaient des pressions sociales et avaient des revendications conformes à celles-ci. Mais une dictature ouverte de plusieurs décennies avait empêché les masses d'ouvriers et de travailleurs d'Iran de prendre conscience de leurs intérêts, de bien distinguer leurs amis des ennemis et de s'organiser pour que la révolution soit victorieuse. La bourgeoisie intérieure et internationale a profité de ce point de faiblesse des masses populaires. Elle a choisie la réaction islamique pour arrêter la révolution. Elle a alors fait d'un réactionnaire le dirigeant de cette révolution. Il s'appelaït l'ayatollah Khomeiny. Et les gens gardés dans l'inconscience par la dictature monarchique l'ont accepté et lui ont fait une confiance prématurée. C'est ainsi que la contre-révolution islamique s'est mise face à la révolution. Mais la contre-révolution pouvait remplir son rôle à condition de parler justement au nom de la révolution. Il a été nécessaire que le régime du chah soit renversé pour que les illusions soient dissipées. La révolution pour les masses populaires ne voulait dire autre chose que le renversement de tout l'ordre existant. La "révolution" à l'islamique était le garant de l'ordre existant et de tout ce qui était dépassé et réactionnaire. Les gardiens de l'ordre existant ont alors défié partout les gens en arrêtant le cours des évolutions véritablement révolutionnaires. Les masses d'ouvriers et de travailleurs, ayant acquis des expériences pendant la lutte contre le régime du chah, ont rapidement pris conscience, perdu leur confiance en régime islamique et quitté ce dernier massivement. Les mécontentements, les protestations ouvertes et les luttes directes ne cessaient de se développer. Avant que l'ardeur révolutionnaire soit tombée, une nouvelle crise politique a commencé. Il était possible que les gens fassent une autre révolution pour sauver la

précédente. Le régime de la République islamique a alors fait tomber tous les masques qui cachaient son ignoble face. Il a entrepris une répression sanglante, massacré des milliers de gens, emprisonné des dizaines de milliers de militants politiques et instauré une tyrannie globale. C'est ainsi qu'il a pu vaincre la nouvelle crise politique. Il est bien sûr que le régime de la République islamique n'avait le moindre crédit politique auprès de l'écrasante majorité des gens à ce moment-là. Le régime de la République islamique a régné pendant dix années après cette vague de répression, sans rencontrer de crise majeure et sans la légitimité politique, comme cela se dit maintenant. Les fous d'Allah d'hier devenus libéraux - islamiques aujourd'hui doivent bien connaître cette réalité-là. La crise actuelle est beaucoup plus importante qu'une crise de légitimité. Elle trouve ses fondements dans les mêmes contradictions qui ont fait naître la révolution populaire contre le régime monarchique. Etant donné que ces contradictions n'ont pas pu se résoudre et que la prise du pouvoir par la réaction islamique les a encore aggravées, elles devaient apparaître de nouveau sous forme d'une crise. Cette crise s'est manifestée à partir du début des années 1990 et couvre actuellement tous les piliers économique - sociaux et politiques existants. Tous les efforts du régime et de ses factions pour contrôler la crise politique actuelle ont échoué. Elle ne trouve de solution ni par des réformes ni par la violence et la répression du régime contre les gens. La solution de la crise exige d'abord la destruction de toute la superstructure politique actuelle qui fait barrage à toute évolution. La superstructure politique actuelle d'Iran est une barrière contre les évolutions et crée des contradictions irrémédiables pour deux raisons. Le système économique iranien est capitaliste et les relations de production bourgeoises le régissent. Mais la superstructure politique, qui défend les relations de production bourgeoises, est imbibée d'institutions moyenâgeuses. L'Etat religieux est une contradiction parfaite pour un système de production capitaliste. Cet Etat est un amalgame incongru des institutions bourgeoises et moyenâgeuses. L'Etat religieux a non seulement frustré les gens en Iran de leurs droits et libertés politiques par la tyrannie et la répression, mais aussi il les a privés des droits humains les plus élémentaires. L'Etat religieux ne reconnaît même pas juridiquement le principe de l'égalité des êtres humains. Les femmes en sont un exemple en grand et les minorités religieuses en sont un autres plus petit. Les barrières de la superstructure politique actuelle font des contradictions qui donnent à la lutte des masses travailleuses contre elle une forme consciencieuse. Plus la superstructure résiste à la réalisation des revendications des masses, plus les formes de lutte seront radicales. La liquidation de la superstructure actuelle sera plus radicale en Iran car la classe ouvrière a un rôle prépondérant dans la lutte générale. Elle mène toutefois son combat indépendant contre les relations capitalistes et la suppression de sa superstructure politico - juridique et idéologique. La classe ouvrière veut renverser les vieilles relations capitalistes réactionnaires en Iran. La superstructure actuelle les sauvegarde. C'est pourquoi elle joue, ici aussi, un rôle freinant et réactionnaire contre les évolutions en Iran. La lutte de la classe ouvrière pour le renversement du capitalisme ne peut aboutir que si elle détruit toute la superstructure actuelle et supprime les barrières qui empêchent les buts de la révolution sociale. Par conséquent, quand les deux forces puissantes de combat prennent pour cible la superstructure politique, et nous en avons été témoins pendant le combat contre le régime du chah, les réformes de la superstructure ne peuvent pas venir à bout de la crise. Bien que le niveau de la lutte des gens n'atteigne pas encore le degré qu'il faut pour détruire la superstructure actuelle par une révolution, mais comme la déclaration du Front de la participation l'avoue, la crédibilité des différentes institutions du régime est d'ores et déjà mise en question sérieusement. Les gens foulent au pied les lois et règlements islamiques. Ils scandent des slogans contre le régime et se moquent de ses dirigeants. Ils ne font pas attention aux "valeurs sacrées" du régime. La déclaration avoue que l'effondrement de certaines parties de la superstructure est déjà en train de se faire. La déclaration du FPI remarque qu'il existe une crise d'identité et des croyances religieuses. Elle précise : "A aucun moment de l'histoire d'Iran, l'institution religieuse n'a été aussi inefficace que maintenant et toutes les crises n'ont

été autant inscrites au nom du clergé." Elle continue dans les termes suivants: "Il y a le même processus par rapport aux valeurs islamiques. La place de la religion et de la moralité dans la société est en danger grave." Mais ce n'est qu'un début. La République islamique et le clergé ont impitoyablement opprimé les gens ces dernières années; les catastrophes que l'islam a causées sont tellement effroyables qu'il faut attendre voir ce que les gens feront avec l'appareil cléricale et la religion au cours du renversement de l'Etat d'Allah en Iran. L'on peut attendre que les masses d'ouvriers et de travailleurs d'Iran se débarrassent de la manière la plus radicale des institutions religieuses moyenâgeuses au cours de leur prochaine révolution comme cela a été le cas des grandes révolutions en France et en Russie.

Le fait que les gens luttent de plus en plus ouvertement et directement contre le régime de la République islamique, une lutte plus intense et plus conséquente ces dernières années, et le fait que la crise politique actuelle s'approfondisse davantage ont accentué les contradictions internes de la classe dirigeante. L'impuissance et la faiblesse des factions font qu'il y ait une crise de régime et une fracture au sein de l'appareil d'Etat. La réalité est que les émeutes populaires de la fin des années 1980 et du début des années 1990 ont montré les premiers signes de la crise ouverte et l'inefficacité des méthodes que la République islamique optaient pour les réprimer. Une partie de la classe dirigeante a bien compris que l'on ne peut plus gouverner comme avant. Elle a alors pris de nouvelles tactiques pour réformer la superstructure politique dans le but de sauver l'ordre économique - sociale et politique existant. Mais une faction s'y est opposée et voulait continuer les anciennes tactiques. Le poids de la crise a permis que Khatami arrive à la présidence de la République islamique. Mais il n'est pas venu pour faire quelque chose, il est venu pour démontrer en clair l'impuissance et l'échec des réformes face à la crise. Il a subi, depuis le début, des pressions sur deux côtés. Dès qu'il voulait faire un demi pas vers l'avant, les masses populaires, rejetant tout l'ordre existant, avaient déjà fait plusieurs enjambées plus en avant que lui. Khatami et sa faction, alors effrayés, reculaient à ces moments-là. On aurait dit que les tactiques "réformatrices" ont vu le jour pour stopper et maîtriser les luttes populaires. Les régressions de Khatami et sa faction se faisaient à l'aide des forces armées dirigées par la faction adverse. Et cela a renforcé la position de cette dernière. Ces "réformateurs" qui devaient obéir de plus en plus à leurs adversaires dans la classe dirigeante, de peur que le mouvement populaire aille plus vite qu'eux, ont laissé le champ libre à la faction dur du régime pour d'autres agressions. Cela ne pouvait qu'accentuer les contradictions entre les deux factions mais aussi au sein de l'Etat jusqu'à ce qu'une fracture apparaisse dans l'appareil d'Etat. Cette réalité exprimait, à elle seule, le caractère révolutionnaire de la crise politique existant et l'incapacité des deux factions pour le circonscrire. Le Front de la participation de l'Iran islamique a avoué inconsciemment ce caractère révolutionnaire de la crise dans les termes suivants: "La fracture entre la nation et l'Etat se transporte actuellement à l'intérieur du pouvoir et du système." Il continue, toujours dans la déclaration de son 3ème congrès, que si cette situation perdure, le régime et ses deux factions seront de plus en plus incapables de résoudre la crise. "La continuation de cette situation neutralisent en même temps les réformes et les groupes qui s'y opposent", dit la déclaration.

Toutes ces réalités prouvent qu'il existe une crise du pouvoir en Iran et qu'aucune des deux factions de la classe dirigeante ne peut gouverner. Car elles ne peuvent pas apporter de réponse à la hauteur de la crise. Elles n'ont aucune solution pour les difficultés et besoins de la société. Leurs politiques respectives ont échouées. Le FPI précise dans sa déclaration que la situation actuelle ressemble à "une situation politique paralysée où aucun des deux parties ne peut avancer." Les groupes bourgeois à l'extérieur du régime n'ont pas une meilleure posture. Ils n'ont pas de solution pour les besoins immédiats et revendications des masses laborieuses d'Iran. Ils ont beaucoup investi sur Khatami et sa faction dite réformatrice sans gagner grand-

chose. La crise actuelle a besoin d'une solution révolutionnaire par un pouvoir révolutionnaire. Etant donné que la classe ouvrière n'a pas encore la possibilité de prendre le pouvoir et de résoudre la crise d'une manière révolutionnaire, la crise du pouvoir restera un problème insoluble. Cela permet au régime et à ses factions de rester en place et d'avouer leur incapacité de temps en temps.

La déclaration du FPI énumère les différentes crises du régime et les barrières empêchant les "réformes" et conclut que "la situation actuelle ne permet pas la progression des réformes". On dirait qu'il y a eu déjà des réformes et que maintenant il y a des barrières qui ne laissent pas leur progression! Quel est donc le problème? La déclaration dit: "Notre principal problème est toujours l'inflexibilité de la structure politique. Après 5 ans de soi-disant réformes, ils disent diplomatiquement que la République islamique n'est pas réformable; "la structure politique" est inflexible, disent-ils. Celles et ceux qui ont constitué le Front de la participation de l'Iran islamique ont toutes et tous pris part à monter cette même "structure politique". L'ont-ils donc faite sans en connaître les contours? Non. Mais alors que faut-il faire? "Il est temps que le mouvement réformateur fasse des changements fondamentaux dans ces lignes et tactiques", répondent-ils. Que veut dire cela? "Si les durs ne laissent pas les réformes avancer, les réformateurs devraient quitter le pouvoir" proposent-ils. C'est un slogan vide de tout sens, comme celui de réformer la République islamique. Quels réformateurs? Qui est réformateur? Imaginez que l'un des groupes réformateurs est la Ligue du clergé combattant. Un autre réformateur est M. Mohadjerani qui qualifie les membres du FPI de "perturbateurs de l'unité nationale". Un autre groupe réformateur est le Parti islamique du travail qui est plus proche de Khamenei, guide suprême du régime non - élu ayant le droit de destituer Khatami, le président de la République, celui que les "réformateurs" appelle "porte-drapeau des réformes"! Quitter ou ne pas quitter le pouvoir ne résoudra rien. Ils le savent très bien eux-mêmes. C'est encore de la démagogie, comme celle qui disait que la République islamique réformable. Il n'y a aucune voie pour sauver la République islamique. La lutte d'en bas et la fracture d'en haut continueront jusqu'à ce que la crise politique soit aussi mûre pour que les masses d'ouvriers et de travailleurs d'Iran fassent la révolution, une grève politique générale et une insurrection armée pour jeter le régime de la République islamique à la poubelle de l'histoire. Mais cette révolution sera victorieuse à condition d'instaurer un Etat des conseils - soviétique - qui permettra, pour la première fois dans l'histoire de l'Iran, que les masses laborieuses prennent en main leur destin et concrétisent leurs hautes revendications humaines.